023496/EU XXIII.GP
Eingelangt am 31/10/07

COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

Bruxelles, le 31.10.2007
COM(2007) 666 final

COMMUNICATION DE LA COMMISSION

Renforcer la croissance de la productivité: les principaux messages du rapport 2007 sur la compétitivité européenne

{SEC(2007)1444}

COMMUNICATION DE LA COMMISSION

Renforcer la croissance de la productivité: les principaux messages du rapport 2007 sur la compétitivité européenne

1. INTRODUCTION

La présente communication expose les principaux messages formulés dans le rapport 2007 sur la compétitivité européenne[1]. Elle met l'accent sur la productivité, le principal moteur de compétitivité et de prospérité à long terme.

Le rapport sur la compétitivité a été repensé en 2006 de manière à contribuer à une solide base analytique pour le pilier microéconomique de la stratégie de Lisbonne, tout en continuant à examiner des aspects plus spécifiques de la compétitivité de l'industrie européenne.

Cette année, après avoir passé en revue les évolutions récentes de la croissance, de la productivité et de l'emploi, au niveau tant de l'UE que des principaux secteurs économiques, le rapport se penche sur les réformes microéconomiques introduites dans le cadre du programme pour la croissance et l'emploi du point de vue de leur aptitude à accroître la productivité et il met plus particulièrement l'accent sur le facteur de compétitivité que sont les compétences. Le rapport évalue les forces et les faiblesses relatives des industries européennes et s'achève par une vision à long terme de l'industrie manufacturière qui doit mettre en perspective les tendances et les défis émergents et permettre de vérifier que les politiques en vigueur sont compatibles avec ces tendances et ces défis. L'analyse formulée dans ce rapport s'appuie sur une meilleure disponibilité des données – grâce à des séries chronologiques plus longues et à la publication des premiers ensembles de données «EU KLEMS»[2] – ce qui permet de tirer de nouveaux enseignements.

2. PERFORMANCES GLOBALES EN MATIERE DE COMPETITIVITE

Une large amélioration de l'économie européenne

La reprise économique en Europe est plus vigoureuse que ce qui était prévu l'année dernière: le produit intérieur brut (PIB) réel de l'UE s'est accru de 3,0 % en 2006, ce qui représente le taux de croissance le plus élevé depuis l'an 2000. Cette amélioration a été favorisée par une accélération de la croissance de la productivité et de l'emploi. La croissance accrue de la productivité repose sur une croissance plus forte de la productivité totale des facteurs (voir encadré).

---

1 Document de travail des services de la Commission, SEC (2007), *European Competitiveness Report 2007* (rapport 2007 sur la compétitivité européenne).

2 Le projet de recherche «EU KLEMS» sur les comptes de la croissance et de la productivité doit permettre de constituer une base de données contenant des mesures de la croissance économique, de la productivité, de la création d'emplois, de la formation de capital et de l'évolution technologique au niveau industriel pour tous les États membres de l'Union européenne depuis 1970.

Il s'agit d'une amélioration générale: presque tous les nouveaux États membres ainsi que les États membres dont le PIB par habitant et les niveaux de productivité étaient relativement faibles sont en train de rattraper leur retard en termes de croissance économique et de croissance de la productivité. La reprise s'observe dans les divers secteurs de l'économie. En particulier, les services jouent un rôle considérable dans la croissance du PIB de l'UE, notamment du fait de leur poids important dans l'économie totale. Tous les secteurs manufacturiers, à l'exception du tabac, ont connu en 2006 une croissance sensiblement plus forte que lors des cinq années précédentes, contribuant ainsi à la reprise de la croissance globale de l'UE.

L'écart de productivité entre l'UE et les États-Unis a commencé à se réduire…

Les données sur l'évolution de l'économie européenne par rapport aux États-Unis, pays choisi comme référence pour sa productivité particulièrement élevée, confirment que l'écart dans la productivité de la main-d'œuvre s'est réduit en 2006, alors qu'il n'avait cessé de se creuser au cours des dix dernières années. C'est d'autant plus important que des données plus récentes, qui se limitent à l'industrie manufacturière[3], indiquent que cette tendance s'est poursuivie au premier semestre 2007.

Lorsqu'on examine cette évolution encourageante il ne faut toutefois pas oublier que la productivité de la main-d'œuvre des États-Unis dépasse toujours celle de l'UE d'environ 39 % en termes de PIB par personne occupée et de 26 % (2005) en termes de PIB par heure travaillée. L'analyse montre que cette situation s'explique principalement par des différences dans la productivité totale des facteurs (voir encadré), mais aussi dans la qualité du capital humain[4]. Enfin, ce rattrapage semble dû pour bonne part à des facteurs cycliques, notamment un ralentissement de la croissance de la productivité américaine en 2006.

Les données sectorielles permettent de mieux comparer l'évolution de la productivité dans l'UE et aux États-Unis. Ainsi, elles confirment que la croissance plus faible de la productivité de la main-d'œuvre dans l'UE au cours des dix dernières années est principalement imputable à une plus mauvaise performance globale des divers secteurs et non à la composition sectorielle de l'économie, qui est au contraire légèrement favorable à l'UE. En particulier, le différentiel de croissance entre l'UE et les États-Unis est la conséquence des mauvaises performances du secteur des services, et plus particulièrement du commerce de détail, de la distribution, des services financiers et des services aux entreprises.

Encadré: le rôle de la productivité totale des facteurs

La productivité totale des facteurs est la principale cause de l'écart de productivité entre l'UE et les États-Unis. Elle correspond à la part de la croissance de la productivité qui est générée par des éléments immatériels, comme le progrès technique ou l'innovation organisationnelle, et non par une utilisation accrue des intrants, tels que le capital. La productivité totale des facteurs est, dès lors, la mesure la plus complète de l'efficience d'une économie.

Au niveau des secteurs, une analyse des relations structurelles entre les divers indicateurs suggère que la croissance de la productivité totale des facteurs est le moteur essentiel de la

[3] La croissance de la productivité dans l'industrie manufacturière et dans l'économie totale suit la même évolution, même si les taux enregistrés dans l'industrie manufacturière sont généralement plus élevés.

[4] Cependant, l'UE emploie davantage de capital par travailleur, ce qui diminue l'écart de productivité de la main-d'œuvre par rapport aux États-Unis.

performance sectorielle, qu'on l'exprime par la croissance de la valeur ajoutée, la productivité de la main-d'œuvre, le commerce international, les investissements directs étrangers ou la croissance de l'emploi.

Les politiques qui influent le plus sur la croissance de la productivité totale des facteurs sont notamment celles qui visent à favoriser le progrès technologique, l'innovation et l'augmentation des investissements dans la R&D, l'utilisation des TIC, la concurrence et la réforme des marchés des produits. Ces politiques sont au cœur du pilier microéconomique de la stratégie de Lisbonne, ce qui veut dire que le processus de réforme en cours peut fortement contribuer à stimuler la productivité totale des facteurs et la croissance économique.

… et certains indices montrent qu'un cycle économique favorable pourrait ne pas être la seule explication

L'aggravation de l'écart de productivité entre l'UE et les États-Unis au cours des dernières années avait des causes structurelles, mais il est encore trop tôt pour savoir si sa réduction récente est due à des évolutions purement cycliques ou s'il s'agit du premier signe d'une nouvelle orientation.

L'analyse effectuée par les services de la Commission[5] indique que si le redressement est essentiellement de nature cyclique, il pourrait aussi être lié à des réformes structurelles mises en œuvre par les États membres de l'UE, notamment en ce qui concerne le marché du travail. Les gains de productivité sectoriels, tels que ceux observés dans les industries de réseau, et l'accroissement des niveaux de qualification de la main-d'œuvre semblent également étayer cette hypothèse. L'amélioration structurelle de la productivité devrait devenir manifeste à mesure que les effets des réformes récentes – notamment celles qui découlent de la stratégie de Lisbonne renouvelée – commencent à se faire sentir plus fortement.

3. LES MOTEURS DE LA COMPETITIVITE

La productivité et le pilier microéconomique du programme de Lisbonne

Accroître le potentiel de croissance économique à long terme en renforçant la croissance de la productivité est l'un des objectifs fondamentaux de la stratégie de Lisbonne renouvelée; c'est aussi une réponse importante aux défis représentés par la mondialisation, le vieillissement démographique, la rapidité du progrès technologique et la nécessité de lutter contre le changement climatique. Le pilier de la stratégie de Lisbonne qui traite de la politique microéconomique englobe bon nombre des domaines d'action les plus pertinents pour l'accroissement de la productivité:

– des investissements accrus dans la R&D peuvent sensiblement renforcer la croissance de la productivité, surtout si les éléments du triangle de la connaissance (R&D, innovation, éducation et formation) sont bien intégrés, y compris pour ce qui est de la disponibilité de personnel scientifique,

[5] Voir *EU Economy Review 2007* et la communication «*Moving Europe's productivity frontier*» (repousser les limites de la productivité européenne), à paraître.

– les investissements dans les TIC offrent des rendements élevés en termes de gains de productivité lorsqu'ils s'accompagnent des changements appropriés sur le plan de l'organisation et d'investissements dans les compétences,

– le renforcement de la concurrence sur des marchés ouverts dotés d'un cadre réglementaire adapté a généralement des effets positifs sur la productivité et l'emploi, en améliorant l'efficacité de l'allocation des ressources (efficacité statique), l'efficacité productive (organisation du travail) et l'efficacité dynamique (produits et procédés innovants). L'effet de la concurrence sur l'innovation est toutefois plus ambigu, parce qu'il dépend des structures du marché et de la distance qui sépare les opérateurs de la frontière technologique. La concurrence est particulièrement importante pour permettre aux pays et aux industries proches de la frontière technologique de conserver leur avance,

– stimuler l'entrepreneuriat en facilitant le démarrage et la croissance des entreprises et en améliorant les conditions qui font que les PME peuvent tirer parti du marché unique permet de transformer de nouvelles idées en produits et services à valeur ajoutée qui sont commercialisés au niveau international, d'où un effet bénéfique important sur la productivité,

– de fortes augmentations de la production et de la consommation peuvent également être obtenues par une réduction des coûts réglementaires inutiles, tels que les charges administratives excessives, ce qui permet de libérer des ressources pour des usages plus productifs. Les PME sont les principales bénéficiaires de ces mesures, car ce type de frais généraux représente une plus grande proportion de leurs coûts totaux,

– la réduction des barrières liées à la fiscalité des entreprises, la diminution des coûts de mise en conformité et l'application de mesures destinées à faciliter la restructuration des groupes d'entreprises favorisent le fonctionnement du marché unique. L'adoption d'une assiette commune consolidée pour l'impôt sur les sociétés devrait également avoir des conséquences positives pour le PIB de l'UE.

Les exigences d'adaptation accélérée impliquent des mécanismes qui facilitent le passage d'un emploi à l'autre. D'une manière plus générale, la politique de cohésion de l'UE joue un rôle important dans ce contexte, en contribuant à un meilleur fonctionnement du marché intérieur et en favorisant des améliorations de la productivité et de la compétitivité dans les pays et les régions qui connaissent un retard de développement ou sont touchés par des restructurations industrielles.

Une évaluation des réformes récentes des États membres concernant les marchés des produits et des services, l'amélioration de la réglementation et la politique des PME montre qu'en général des progrès remarquables ont été réalisés, même si beaucoup reste encore à faire. Ces progrès n'apparaissent pas encore totalement dans les données qui mesurent la performance économique.

L'importance de la coordination

La gouvernance des politiques de réforme nationales au sein de l'UE constitue un élément important de la stratégie pour la croissance et l'emploi. La coordination des réformes économiques des États membres est susceptible d'apporter des avantages supplémentaires pour plusieurs raisons. S'il est vrai que les pays peuvent apprendre les uns des autres, des efforts conjoints coordonnés peuvent renforcer la volonté de réformer et permettre de

surmonter les résistances nationales. Qui plus est, une mise en œuvre coordonnée peut créer des avantages que des réformes entreprises de manière unilatérale n'auraient pas permis.

L'analyse empirique des retombées internationales des réformes nationales qui figure dans le rapport confirme qu'une action coordonnée produit, bien souvent, des avantages nettement supérieurs à ceux d'une action isolée. Ainsi, près de la moitié de la hausse potentielle du PIB due au fait que les États membres ont atteint leurs objectifs en matière d'intensité de la R&D serait le fruit de diffusions transfrontalières des connaissances.

Des avantages supplémentaires proviennent de complémentarités des politiques. Par exemple, le renforcement des compétences et de la R&D conduit à une augmentation des salaires réels, ce qui devrait accroître les taux de participation. De même, la réduction des charges administratives, par une baisse des marges, présente des synergies importantes avec l'objectif adopté en matière d'emploi, en contribuant à faire diminuer le chômage d'équilibre.

L'ouverture commerciale et la productivité vont de pair

L'augmentation de l'ouverture commerciale (le volume des échanges par rapport au PIB) et des stocks d'investissements directs étrangers (IDE) illustre l'accélération de la mondialisation. Si, d'une manière générale, les parts du marché mondial ont été redistribuées au bénéfice des économies émergentes, l'UE-27 a relativement bien maintenu sa position. Entre 1996 et 2005, la part de l'UE-27 dans le total des exportations mondiales est passée de 23,3 % à 22,0 %, celle des États-Unis de 19,1 % à 15,2 % et celle du Japon de 13,7 % à 10,5 %[6] [7].

Les performances commerciales de l'UE dans le secteur des services sont encourageantes: la croissance des exportations de services de l'UE-15[8] a plus que doublé entre 1996 et 2005, alors que les importations ont progressé moins rapidement. Par conséquent, en neuf ans, l'excédent des services de l'UE-15 a presque quadruplé. Au cours de la même période, le solde de la balance des services des États-Unis a diminué de 26 % pour atteindre 50 milliards d'euros (celui de l'UE-25 était de 56,9 milliards d'euros en 2005). Le Japon a quant à lui accusé un déficit de la balance des services de 30 milliards d'euros en 2003.

Trop souvent, la mondialisation est associée aux pertes d'emplois des secteurs qui sont victimes de la concurrence étrangère. Les coûts sociaux et l'inquiétude de l'opinion qui en résultent sont bien réels; ils doivent recevoir une réponse appropriée de la part des pouvoirs publics. Cela ne doit toutefois pas faire oublier les effets fortement positifs de l'ouverture et de l'intégration des marchés mondiaux sur les performances économiques d'un pays. Le rapport illustre la relation positive qui existe entre la productivité globale et la mondialisation, en utilisant l'ouverture commerciale comme indicateur, et résume les constatations empiriques sur le lien entre productivité et mondialisation.

---

[6] À l'exclusion du commerce intra-UE. Le terme «monde» fait référence à un ensemble de pays qui représentent 86 % des exportations mondiales totales (pour garantir la comparabilité des parts dans le temps en laissant inchangés les pays déclarants).

[7] Pris isolément, ces résultats peuvent donner lieu à une interprétation abusive: la perte de parts de marchés à l'exportation pourrait faire conclure à une diminution de la compétitivité alors que d'autres facteurs (par exemple une croissance ou une consommation plus importante) pourraient être en jeu.

[8] Les données sur le commerce de services de l'UE-27 et de l'UE-25 ne sont pas disponibles depuis 1996.

Les liens de causalité ne sont pas toujours évidents. Une concurrence plus vive des importations stimule la productivité, ce qui conduit à une plus grande compétitivité et à une hausse des exportations qui, à son tour, entraîne de nouveaux gains d'efficacité. Les travaux empiriques présentés dans le rapport soulignent la solidité de cette relation. On voit ainsi la puissance des mécanismes en jeu: la spécialisation, les économies d'échelle, l'élimination des entreprises les moins efficaces et une plus grande aptitude à adopter les avancées technologiques et les idées nouvelles mises au point dans le reste du monde. Ensemble, ces facteurs permettent de penser que l'ouverture aux échanges peut jouer un rôle important dans le renforcement de la croissance de la productivité. L'analyse empirique indique, par exemple, qu'une augmentation de 1 % de l'ouverture de l'économie, mesurée par le ratio entre les importations et la valeur ajoutée, se traduit en moyenne l'année suivante par une hausse de 0,6 % de la productivité de la main-d'œuvre. Ces résultats semblent montrer que l'accroissement du commerce intracommunautaire dû à l'amélioration du marché unique et la mise en œuvre de politiques extérieures ambitieuses – telles que la conclusion du programme de Doha pour le développement, la nouvelle génération d'accords bilatéraux de libre-échange, le rééquilibrage des relations commerciales avec la Chine, la suppression des obstacles aux exportations de l'UE et une stratégie renforcée d'accès aux marchés – sont susceptibles de contribuer fortement à la croissance de la productivité de l'UE. Il convient toutefois de souligner que seules peuvent tirer pleinement parti de l'ouverture les économies où les facteurs de production peuvent être facilement redéployés d'une entreprise à l'autre, d'un secteur en déclin à un secteur en croissance. Certaines conditions préalables sont également cruciales pour gérer le difficile ajustement qui s'impose dans des régions et des secteurs particuliers; ces conditions contribuent pour beaucoup à l'acceptabilité de la mondialisation aux yeux du public. Enfin, si on veut profiter de l'ouverture, la protection des droits de la propriété intellectuelle au niveau international est indispensable.

L'amélioration des compétences en tant que facteur de compétitivité

Les compétences contribuent directement à la compétitivité internationale et à la productivité, dans la mesure où une main-d'œuvre plus éduquée augmente l'efficacité du travail et accroît la capacité des entreprises à intégrer plus facilement des technologies et des idées nouvelles. Des recherches empiriques ont montré, par exemple, qu'allonger d'un an la durée moyenne de la scolarité pourrait accroître la productivité de 8 % à 10 % à long terme[9]. L'amélioration des compétences s'observe dans tous les secteurs économiques, mêmes ceux dont la main-d'œuvre est peu qualifiée. D'après certaines analyses empiriques, les secteurs qui emploient une grande proportion de travailleurs hautement ou moyennement qualifiés présentent une plus forte croissance de la productivité et la présence d'une part élevée de travailleurs peu qualifiés influe négativement sur la croissance de la productivité. De plus, les compétences sont importantes pour la rapidité de la convergence vers la frontière technologique. Comme on pourrait s'y attendre, cette convergence est plus rapide dans les secteurs où la main-d'œuvre est hautement qualifiée. Enfin, une proportion plus importante de travailleurs hautement et moyennement qualifiés favorise la croissance des exportations.

Au niveau des diverses industries, l'analyse démontre que le processus d'amélioration des compétences contribue davantage à l'accroissement de la demande de travailleurs très qualifiés que les déplacements d'emplois entre secteurs ou industries. On constate toutefois aussi un déplacement général de l'emploi depuis les industries à forte proportion de main-

---

[9] Canton, E. (2007), Social returns to education: Macro-evidence, De Economist (à paraître en décembre 2007).

d'œuvre peu qualifiée vers celles qui ont une part importante de travailleurs moyennement et hautement qualifiés, et ce dans tous les groupes de pays de l'UE.

Dans ce contexte, on peut considérer que les déficits de qualifications constituent d'abord un problème d'ajustement, qui surgit après une hausse de la demande (ou une baisse de l'offre) de certaines compétences. Dans une telle situation, le rôle des pouvoirs publics pourrait être de faciliter le processus de transition, l'adoption de politiques sectorielles vigoureuses ne semblant guère indiquée. Lorsque les déficits de compétences sont un héritage du passé, les politiques à mettre en œuvre devraient être axées sur des mesures destinées à aider l'économie à se doter d'un meilleur éventail de compétences. Les pouvoirs publics ne sont toutefois pas les seuls à devoir s'intéresser à l'inadéquation des qualifications. Beaucoup plus d'entreprises européennes devront également se pencher sur cette question à travers leur stratégie d'entreprise.

Les mesures mises en œuvre dans le cadre de la stratégie pour la croissance et l'emploi afin de favoriser l'accumulation de capital humain, par exemple par la réduction du nombre de jeunes qui quittent l'école prématurément ou par la promotion des études supérieures en mathématiques, science et technologie, devraient contribuer à satisfaire la demande croissante de compétences qui résulte des changements technologiques valorisant ces mêmes compétences. Des taux d'emploi plus élevés, notamment pour les femmes, contribueront également à réduire le déficit de qualifications. Si les politiques de l'éducation restent essentiellement une compétence nationale, la formation des chercheurs de haut niveau dans l'UE bénéficiera d'initiatives réalisées à l'échelle communautaire, comme la création de l'Institut européen de technologie et la mobilité accrue des chercheurs.

4. LA COMPETITIVITE DES INDUSTRIES EUROPEENNES

État des lieux

Globalement, les industries européennes, dans lesquelles les PME jouent un rôle de premier plan, ont une forte compétitivité. Cette constatation générale cache toutefois des performances très variables d'un pays à l'autre comme d'un secteur à l'autre. Depuis 1995, l'UE est à la traîne en ce qui concerne la croissance de la valeur ajoutée, la productivité de la main-d'œuvre et la productivité totale des facteurs, alors que ses résultats commerciaux sont tout à fait satisfaisants. Les investissements directs étrangers entrants et sortants connaissent une rapide expansion, les seconds s'accroissant plus fortement.

Lorsqu'on évalue les forces et faiblesses relatives des divers secteurs, on constate que le secteur minier et, parmi les industries manufacturières, l'industrie du cuir et de la chaussure, l'habillement, le textile, le combustible nucléaire et le tabac présentent une baisse non seulement de l'emploi mais aussi de la valeur ajoutée. À l'inverse, si on excepte le transport par eau, toutes les industries qui affichent les taux les plus élevés de croissance de la valeur ajoutée dans l'Union européenne – équipements de télécommunication, machines de bureau et matériel informatique, télécommunications et services informatiques – sont liées aux nouvelles technologies de l'information et de la communication.

Par rapport aux États-Unis, l'écart le plus important dans la performance des secteurs s'observe pour la fabrication de machines de bureau et de matériel informatique, le commerce de gros et de détail, le transport aérien et les services financiers. Les trois derniers secteurs des

services semblent tous particulièrement sensibles aux économies d'échelle et bénéficient vraisemblablement de l'existence de marchés intégrés de plus grandes dimensions aux États-Unis. En revanche, l'UE présente des poches de croissance plus élevée dans certains domaines de l'industrie manufacturière de haute technologie, en particulier l'industrie pharmaceutique, et dans les industries de réseau.

Accroissement du contenu en services dans l'industrie manufacturière européenne

À long terme[10], il apparaît que si l'Europe comptera encore parmi les régions les plus riches pour ce qui est du PIB par habitant, certaines économies émergentes devraient la dépasser pour ce qui est de l'importance économique globale, grâce à des facteurs démographiques et à la croissance relativement forte de leur productivité à mesure qu'elles rattrapent leur retard. D'ici 2050, l'Asie sera très probablement devenue le marché le plus important et le premier pôle de croissance.

L'analyse montre qu'au cours des prochaines décennies l'industrie manufacturière va continuer à jouer un rôle majeur dans l'économie de l'UE, contribuant directement à la prospérité et à la croissance de la productivité et générant une forte demande de recherche et de services hautement qualifiés qui va s'étendre au reste de l'économie[11]. Parallèlement, l'industrie manufacturière au sens strict devrait employer directement moins de personnes qu'aujourd'hui et représenter une part relativement plus faible de l'économie totale.

Les évolutions de l'emploi et de la taille relative ne signifient pas une stagnation ou un déclin. Dans une certaine mesure, elles reflètent des différences dans la croissance de la productivité. De plus, ces évolutions sont de nature statistique, autrement dit la fragmentation de la chaîne de valeur fait que certaines activités qui étaient classées dans l'industrie manufacturière se retrouvent dans les services. L'industrie manufacturière et les secteurs des services liés resteront l'un des principaux piliers de l'économie de l'UE au XXIe siècle, non seulement en raison de leur poids économique persistant, mais aussi parce qu'ils font partie intégrante du système d'innovation d'une économie moderne.

L'analyse suggère que les entreprises qui réussissent le mieux seront les chefs de file de réseaux de valeur mondiaux, fournissant des services de planification, de commercialisation et de R&D et intégrant des composantes provenant de sources extérieures. Le contenu en services de l'industrie manufacturière et de l'ensemble vendu avec le produit final devrait donc s'accroître encore. Il en résultera de nouvelles possibilités de recettes et d'intéressantes relations de longue durée avec les clients; les possibilités d'externalisation augmenteront toutefois aussi. C'est pourquoi les classifications statistiques des activités dans le secteur manufacturier ou dans les services deviendront de moins en moins pertinentes et de nouveaux types d'analyse des tendances des entreprises et des marchés deviendront nécessaires.

On ignore dans quelle mesure les technologies émergentes (microsystèmes électromécaniques, matériaux avancés, biotechnologies et nanotechnologies) réaliseront le potentiel dont on les crédite, mais il convient de souligner que ce potentiel est considérable et pourrait apporter une contribution majeure à la croissance de la productivité et à l'innovation

---

[10] Les considérations qui suivent reposent sur une analyse des études prospectives disponibles, dont les principales sont trois projets récents menés à l'échelle de l'UE sur l'avenir de l'industrie manufacturière: FutMan, ManVis et Manufuture.

[11] Pour un euro de produit manufacturier vendu, il faut entre 22 centimes (Pays-Bas) et 36 centimes (Allemagne) de services marchands (données entrées-sorties de 2000).

au cours des prochaines décennies. Il est toutefois probable que la gestion de la connaissance prenne de l'importance et que les modèles commerciaux couronnés de succès à l'avenir soient ceux qui réussiront le mieux dans ce domaine. Le capital intellectuel et les actifs incorporels devraient devenir plus importants encore. Cela conduira vraisemblablement à des méthodes d'organisation plus complexes, comportant un degré élevé de collaboration et d'interconnexion avec les fournisseurs, les clients et les concurrents, ainsi qu'un plus grand recours à des sources externes de connaissance, telles que les instituts de recherche et les universités.

Ces évolutions mettront davantage l'accent sur la possession de compétences. En particulier, les compétences non techniques, telles que le travail en équipe, l'apprentissage, le partage et la communication, l'aptitude à fournir un service et pas seulement un produit, ou la capacité de réfléchir de manière interdisciplinaire deviendront essentielles, surtout pour les PME soucieuses de participer aux réseaux mondiaux. Elles pourraient se révéler nécessaires même pour approvisionner les marchés locaux.

La spécialisation dynamique, c'est-à-dire le fait que certains atouts concurrentiels persistent et ont même tendance à se renforcer, donne à penser que l'Europe conservera une position forte dans de nombreux secteurs de haute ou de moyenne à haute technologie (chimie, y compris industrie pharmaceutique, construction mécanique, automobile, industrie aérospatiale, électronique embarquée). Des efforts de R&D importants seront nécessaires pour repousser en permanence la frontière technologique dans ces secteurs et leur permettre de garder un avantage concurrentiel. Des produits de haute qualité dans les secteurs traditionnels peuvent aussi constituer des points forts pour lesquels l'innovation technologique, la conception et le marketing jouent un rôle important.

Beaucoup dépendra également de la capacité des entreprises européennes à tirer parti des possibilités offertes par les défis mondiaux, tels que le vieillissement démographique et le changement climatique. Comme l'Europe devra les affronter précocement, elle a une chance réelle de s'assurer une position privilégiée sur le marché des biens liés aux soins de santé, des produits qui simplifient la vie quotidienne, des loisirs et du divertissement, des technologies environnementales, etc.

Importance du cadre d'action horizontal pour l'industrie manufacturière

En adoptant une démarche plus quantitative fondée sur un modèle, on peut évaluer l'incidence des politiques visant à améliorer les conditions générales de la compétitivité et leur importance relative dans une telle perspective à long terme. Les résultats obtenus sont étroitement liés aux caractéristiques et aux hypothèses du modèle; ils donnent toutefois des indications utiles sur l'orientation et l'ordre de grandeur des effets des changements de politique. Le déterminant clé de la croissance à long terme et de la productivité est le degré d'ouverture de l'UE et de l'économie mondiale. D'autres réformes structurelles peuvent toutefois avoir des conséquences importantes.

Les mesures prises en compte sont l'accroissement des compétences, l'amélioration de la réglementation et la réduction des charges administratives pesant sur les entreprises, la R&D et l'innovation, un marché unique plus compétitif ainsi que les politiques environnementales, sous la forme d'une plus grande efficacité énergétique. Leur incidence individuelle sur le PIB

d'ici 2025 est comprise entre 0,5 % à 0,6 % (compétences[12]) et 3,0 % à 3,5 % (R&D), les autres politiques structurelles se situant entre les deux. Leur incidence cumulée est de 8 % à 9 %.

Parmi les politiques examinées, celles qui concernent la R&D et l'innovation ainsi que le renforcement du marché intérieur ont l'effet le plus fort et le plus positif sur l'industrie manufacturière. L'amélioration du cadre politique horizontal contribuera à ralentir la tendance à la baisse de l'importance relative de l'industrie manufacturière en Europe. Les résultats du modèle confirment qu'avec un environnement extérieur favorable, certains secteurs manufacturiers (chimie, industrie du caoutchouc et des plastiques, machines combinées et équipements) pourraient pratiquement maintenir leurs parts actuelles dans l'économie de l'UE. En ce qui concerne la part dans la production mondiale, à moins d'améliorer les conditions générales, l'UE ne pourra conserver son importance relative dans aucun secteur d'ici 2025. Si les politiques mentionnées plus haut sont mises en œuvre, des secteurs tels que le matériel de transport, le bois et d'autres industries manufacturières, les vecteurs énergétiques, les services de recherche et développement, la chimie, le caoutchouc et les plastiques, les services de transport et les autres services aux entreprises conserveront leur part dans la production mondiale ou ne connaîtront qu'un léger recul. L'analyse confirme que les réformes économiques sont particulièrement importantes pour les secteurs exposés au commerce, notamment l'industrie manufacturière.

5. SYNTHESE

La principale conclusion de ce rapport est le rôle central que joue la productivité en tant que source de croissance à long terme. La productivité décevante de l'UE au cours des dernières années et sa reprise récente s'expliquent en grande partie par l'évolution de la productivité totale des facteurs. Cette constatation a des implications claires pour ce qui est des politiques à mener: elle met en lumière l'importance que revêtent les politiques de recherche et d'innovation, de formation et d'éducation ainsi que les réformes économiques visant à améliorer l'environnement général des entreprises et à faciliter les changements structurels et la réallocation des ressources. Une action coordonnée dans ces domaines produit, dans la plupart des cas, des avantages supérieurs à ceux d'une action isolée. La concurrence est l'un des principaux moteurs d'une efficacité économique accrue, que ce soit à travers l'ouverture aux échanges, un marché unique renforcé, particulièrement dans les services, la poursuite de la libéralisation des industries de réseaux ou la réforme des marchés des produits.

Il est permis de penser que l'industrie manufacturière européenne continuera à jouer un rôle majeur au niveau mondial, dans un contexte où les actifs déterminants seront les connaissances et les compétences. La mise en œuvre des politiques et des réformes décrites plus haut sera fondamentale pour y parvenir.

---

[12] Le modèle se réfère à la réalisation des objectifs fixés en 2004 pour l'année 2010 (pas plus de 10 % de jeunes quittant l'école prématurément, au moins 85 % des jeunes de 22 ans ayant achevé l'enseignement secondaire, réduction de 20 % du nombre de jeunes de 15 ans dont les résultats en lecture sont insuffisants, participation d'au moins 12,5 % à l'éducation et à la formation tout au long de la vie, accroissement de 15 % du nombre de diplômés en sciences et technologies). Leur effet économique n'augmentera que très progressivement, à mesure que des classes d'âge successives mieux éduquées entrent sur le marché du travail.